

Consultation publique de la CRE n°2020-012 du 22 juillet 2020, relative à la participation de tiers dans le financement de programmes d'investissements de renforcement pour l'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz et la validation des investissements de renforcement des réseaux de distribution de gaz

### Contribution conjointe Département de l'Isère / TE38

Le Département de l'Isère est en charge de l'aménagement du territoire et de la réduction des fractures territoriales, ainsi que de l'agriculture. TE38 est l'autorité organisatrice de la distribution publique de gaz en Isère. Confrontées depuis quelques mois à des problématiques concrètes de développement de projets de production de biométhane dans le département, ces deux collectivités ont décidé de saisir l'opportunité de la présente consultation publique de la CRE pour faire valoir conjointement leur point de vue sur les règles de financement des investissements des réseaux de gaz nécessaires à l'accueil de l'injection de biométhane.

L'enjeu de la méthanisation et de l'injection du biométhane dans les réseaux de transport et de distribution est un enjeu national, tant d'un point de vue de l'économie agricole que de l'indépendance nationale du secteur de l'énergie et du développement des énergies renouvelables. Ainsi, si la géographie des réseaux doit être prise en compte pour apprécier les possibilités d'injection dans des conditions économiques acceptables, cette géographie ne peut pas être la base du financement de cette politique nationale. Considérant en effet que les sites de production sont fréquemment situés en milieu rural peu denses alors que les sites de consommations sont concentrés en milieu urbain plus densément peuplés, la recherche d'une péréquation entre territoires paraît légitime.

Par conséquent, il conviendrait de distinguer le zonage de raccordement tel qu'il est prévu par la délibération de la CRE du 14 novembre 2019 dans son article 2.1

*Le zonage de raccordement prévu par l'article D. 453-21 du code de l'énergie a pour objectif de définir, pour chaque zone du territoire métropolitain continental située à proximité d'un réseau de gaz naturel, le réseau le plus pertinent d'un point de vue technico-économique pour le raccordement d'une installation de production de biogaz. Il permet d'identifier la manière la plus optimale, à l'échelle de la collectivité nationale, de raccorder des installations de production de biogaz.*

d'un zonage de financement des injections.

En conséquence, TE38 et le Département de l'Isère considèrent que la réglementation doit évoluer sur trois points :

#### ❶ Le rôle du zonage de raccordement

Il doit permettre de définir une zone de consommation pertinente, soit "préexistante", soit "construite" par des maillages. Ce zonage « technique » doit être distinct d'un territoire de financement ayant recours le cas échéant à des tiers.

② La notion de « territoire de financement solidaire » : la Région semble être ce territoire cohérent pour apprécier les conditions économiques de l'injection de biométhane. Une commission régionale de financement comprendrait la Région, les départements concernés, les autorités concédantes concernées et les intercommunalités concernées.

L'équilibre financier I/V serait apprécié sur l'ensemble du territoire régional en prenant en compte l'ensemble des investissements et l'ensemble des volumes. En cas de dépassement du plafond de 4700€/Nm<sup>3</sup>/h sur l'ensemble du périmètre, les financements complémentaires seraient recherchés pour les zonages dépassant le plafond, dans le cadre d'une commission régionale de financement.

- Si dépassement sans création de rebours, contribution privilégiée des acteurs locaux (autorités concédantes, intercommunalités) concernés, le Département et la Région pouvant abonder le financement,
- Si dépassement avec création de rebours la zone de consommation est, de fait, élargie dans des limites non définies, et en tout état de cause au-delà du zonage de raccordement.

Ainsi, se mettrait en place au niveau régional :

- Une solidarité entre zones "déficitaires", généralement rurales, et « bénéficiaires », plutôt urbaines, induite par la régionalisation du calcul I/V ;
- Une péréquation entre zones « déficitaires » pour répartir le financement complémentaire entre les acteurs concernés par les zonages en dépassement, au prorata du dépassement (cf. exemple de calcul ci-dessous).

#### Exemple

##### Hypothèses

- Soit 25 zonages de raccordement sur la Région
- Pris individuellement, 8 zonages sur les 25 dépassent le seuil de I/V < 4 700€/nm<sup>3</sup>/h et nécessiteraient un financement de tiers de 5M€ en tout, repartis de la façon suivante :
  - 2 de 1 M€
  - 3 à 700 K€
  - 2 à 400 K€
  - 1 à 100 K€
- Le I/V globalisé à la maille régionale est également supérieur à 4 700€/nm<sup>3</sup>/h, mais le besoin en financement de tiers n'est plus que de 2M€, car les 8 zones « déficitaires » bénéficient des 17 zones « bénéficiaires »

##### Proposition

Pour chaque zone de raccordement « déficitaire », répartition des 2M€ de besoin en financement de tiers « régionalisé » au pro rata, soit 2/5 de chaque dépassement.

Financement au prorata, soit 2/5 de chaque dépassement :

- 400 K€ pour 1M€ X 2 zonages
- 280 K€ pour 700 K€ X 3 zonages
- 160 K€ pour 400 K€ X 2 zonages
- 40 K€ pour 100 K€ X 1 zonages

Soit au total 2 M€.

Le reste des investissements est financé par l'ATRD.

③ La prise en compte de l'ensemble de la production dans le calcul du I/V.

S'agissant du calcul du I/V, il faut intégrer l'ensemble des données du territoire :

- Au dénominateur, la totalité des volumes de méthanisation, y compris ceux déjà injectés,
- Au numérateur, la totalité des investissements à réaliser, ou déjà réalisés pour accueillir ces volumes déjà injectés.